

Communiqué Jeunes FGTB - De la France à la Belgique : **Soutien aux mobilisations des jeunes pour l'enseignement**

Depuis plusieurs jours, des milliers de lycéen·nes et d'étudiant·es en France bloquent leurs établissements pour réclamer une chose simple : pouvoir étudier dignement. Jeudi, plus de 1 000 lycées étaient concernés et une trentaine de campus bloqués. Le mouvement a désormais traversé la frontière : à Liège, à Visé ou à Seraing, des centaines d'élèves ont à leur tour refusé de rentrer en classe.

Une réalité vécue et dénoncée depuis des années

En 2024-2025, 15,4 millions d'heures de cours n'ont pas été assurées dans les collèges et lycées publics français, faute de professeurs remplacés ou d'établissements ouverts. Et ce sont les plus précaires qui trinquent : dans les collèges de l'éducation prioritaire, 11% des heures de cours n'ont pas été assurées, contre 8% ailleurs.

Coupes budgétaires

Pendant ce temps, les gouvernements taillent dans les effectifs. 3 256 postes d'enseignant·es sont supprimés à la rentrée 2026 en France. Faute de moyens, les conditions d'études et de travail dans les établissements sont déplorables : salles de classes à 9 degrés en hiver et à 40 degrés en été, moisissures dans 18% des locaux, plus de 5 000 écoles qui contiennent de l'amiante, dont une professeure décédée.

Ce n'est pas un accident. C'est un choix politique. Il n'y a pas d'argent pour nos écoles, mais il y en a pour offrir des cadeaux aux actionnaires.

Une école sous-financée est une école qui trie. La France fait partie des pays de l'OCDE où les inégalités scolaires à 15 ans sont les plus marquées. En Belgique, le constat est le même : la Flandre et la Fédération Wallonie-Bruxelles figurent comptent parmi les systèmes scolaires européens où l'origine sociale pèse le plus sur la réussite des élèves.

En Belgique aussi, la jeunesse s'organise.

Depuis quelques mois, élèves, étudiant·es et enseignant·es se sont soulevé·es contre le plan d'austérité du gouvernement MR-Engagés en Fédération Wallonie-Bruxelles : hausse du minerval à 1200 €, augmentation de la charge de travail des profs sans revalorisation salariale, fin de la gratuité des repas scolaires dans certaines écoles, classes surchargées.

Le 4 juin, environ 3 000 jeunes et professeurs manifestaient devant le Parlement pendant que le décret-programme était voté en force, avec une dizaine d'interpellations à la clé.

Face à cela, la réponse des gouvernements est la répression.

En France, près de 2 000 interpellations en une seule journée. Le ministre de l'Intérieur parle de « violences urbaines ». Plutôt que d'écouter une jeunesse qui demande des profs, ils choisissent de la criminaliser. En Belgique aussi, les jeunes sont réprimé·es. Nous refusons que la colère légitime d'élèves de 15 ans soit traitée comme une affaire de maintien de l'ordre.

Les Jeunes FGTB soutiennent les revendications des élèves de France et exigent en Belgique :

- **Un refinancement massif et structurel de l'enseignement et de nos services publics en général ;**
- **L'engagement d'enseignant·es en nombre suffisant et des classes moins nombreuses**
- **La rénovation des bâtiments scolaires ;**
- **Un enseignement réellement accessible à toutes et tous : NON au minerval à 1200 € et NON au décret paysage !**